



Union SNUI – SUD Trésor Solidaires

Comité de liaison des retraités

Communiqué de presse

Jeudi 14 octobre 2010

LA RADICALISATION DU PRESIDENT ET DE SON GOUVERNEMENT : UN DENI DE DEMOCRATIE

Une opinion publique qui rejette à plus de 70% la réforme gouvernementale des retraites, la considérant comme injuste et inefficace, des millions de manifestants dans toutes les actions organisées dans l'unité syndicale la plus totale et une des plus longues depuis longtemps, des actions diverses et de grèves qui se multiplient tout cela se traduit par un blocage total du pouvoir en place, par son refus entêté de retirer son projet, d'ouvrir des négociations.

Après s'être appuyé constamment sur le fait que la politique mise en œuvre correspondait au programme qu'il avait présenté pour l'élection présidentielle, le Président de la République avait affirmé que la réforme des retraites n'était pas à son programme. Aujourd'hui le prétexte avancé pour justifier cette réforme précipitée est la crise.

La crise du système de pensée, du système basé sur les seules valeurs boursières, des tenants de l'ultralibéralisme, cette crise systémique aurait du être l'occasion d'une remise en cause profonde du mode de redistribution des richesses produites qui permettent largement de financer les éléments essentiels que sont les services publics, une protection sociale, retraites, assurance-maladie, de haut niveau pour une société civilisée et moderne.

C'est au contraire un Président et un gouvernement prisonniers de leur pensée unique qui continuent d'appliquer les mêmes dogmes et qui s'enferment dans leurs tentatives de prouver qu'eux seuls détiennent la vérité contre l'avis de la majorité du peuple.

Continuer de résister est la seule voie qui est offerte à tous ceux qui veulent la mise en œuvre d'une véritable justice sociale. C'est pourquoi le Comité de Liaison des Retraités de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires continue d'appeler l'ensemble de ses adhérents à participer à toutes les actions, en particulier celle du 16 octobre, qui seront mises en œuvre pour débloquer cette situation démocratiquement inacceptable.